

**birmanie** samedi 15 octobre 2011

**«Une révolution imposée par le haut»**, par Céline Zünd

Après cinquante ans d'une dictature militaire sanguinaire, le vent du changement souffle sur la Birmanie. Cette semaine, les Birmans se sont vu octroyer le droit de se syndiquer et de faire grève.

Depuis sa formation en mars, le gouvernement civil du président Thein Sein multiplie les gestes d'ouverture. Il a accordé l'amnistie à 6300 détenus, avant de libérer 200 prisonniers politiques cette semaine. «Pour respecter la volonté du peuple», la Birmanie a suspendu en septembre un projet de barrage hydroélectrique financé par la Chine, au risque de froisser son traditionnel allié.

L'opposante Aung San Suu Kyi a rencontré le 19 août Thein Sein. Pour la première fois, elle exprime alors son optimisme. Avec prudence. Car près de 1800 prisonniers politiques croupissent encore dans les geôles birmanes. Journalistes, avocats, artistes, opposants ou moines bouddhistes, beaucoup sont emprisonnés depuis des décennies.

Sceptiques, les observateurs ont d'abord perçu les nouveaux élans du nouvel homme fort comme autant de gestes cosmétiques pour séduire l'Union européenne et les Etats-Unis, qui imposent des sanctions à la Birmanie depuis la fin des années 1990. C'est plus que cela, explique Olivier Guillard, directeur de recherche Asie à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) à Paris.

Le Temps: Que signifient ces changements?

Olivier Guillard: On pouvait croire d'abord à une gesticulation politique du pouvoir birman pour s'attirer les faveurs de l'Occident. Mais, au vu de la rapidité des transformations, elles apparaissent plus comme un vrai mouvement de fond. Le nouveau président montre une réelle sincérité pour faire avancer les choses. Tous les observateurs sont surpris par la rapidité des transformations en cours, il reste beaucoup à faire bien sûr, mais ce changement est aussi spectaculaire que profond.

– Le nouveau président est-il capable de rompre avec cinquante ans de junte militaire?

– Thein Sein n'est pas seul, mais il est soutenu par d'autres acteurs de poids, le chef de l'état-major actuel, le président de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur et celui de la Défense cautionnent les avancées inédites et courageuses du nouveau président. Ils représentent un courant de pensée réformateur, qui tente d'extraire la Birmanie de l'impasse économique dans laquelle elle se trouve. Pour obtenir de meilleures conditions économiques sur le plan international, ils savent qu'il est nécessaire d'actionner les leviers politiques: libérer les prisonniers, adopter une attitude plus pacifique avec les groupes ethniques minoritaires. Le pouvoir commence à répondre aux attentes de la communauté internationale, mais aussi de la communauté des affaires de ce pays sinistré. Ce n'est pas une révolution par la contestation, mais une révolution en douceur, impulsée par le haut.

– Est-il possible que ces initiatives soient arrêtées par un coup d'Etat?

– L'hypothèse d'un coup d'Etat militaire n'est pas totalement exclue. Les transformations ne plairont pas à la vieille caste militaire, soucieuse de préserver ses privilèges. Mais les réformes sont soutenues par la majorité de la population et par la communauté internationale. Elles sont bien parties.

– Quel est le rôle de l'opposante Aung San Suu Kyi?

– Elle n'est plus seulement l'icône de l'espoir démocratique dans le pays. Elle accompagne les changements du régime et montre son optimisme. Elle se trouve dans une logique de coopération inédite: elle, l'opposante numéro un, passionaria d'une Birmanie sans militaires, est invitée à dîner avec le président. C'est du jamais-vu. Le pouvoir sait qu'il ne peut pas se passer d'elle, dans le pays comme à l'extérieur. Elle aura un rôle clé lorsqu'il sera temps d'appeler les Etats-Unis et l'Europe à lever les sanctions qui pèsent sur la Birmanie. Elle pourrait donner l'élan politique en faveur de son pays.

– Comment interpréter le revers fait à la Chine? Assiste-t-on à un basculement des alliances?

– Le pouvoir birman tient compte de la peur de la Chine au sein de la population et livre ainsi un gage d'indépendance. La Chine est le premier investisseur en Birmanie, le pays aura encore besoin d'elle pendant longtemps. Mais, en tentant de diversifier ses alliances, notamment avec l'Inde, elle montre que Pékin n'est pas seul à la courtoiser. C'est un message bien ressenti par la communauté internationale, qui se demande en ce moment si elle va accompagner la Birmanie dans ses transformations.

-----  
[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/2af4debe-f6a1-11e0-9f3e-1d76ea5a5aa3/Laube\\_dune\\_perestro%C3%AFka\\_birmane](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/2af4debe-f6a1-11e0-9f3e-1d76ea5a5aa3/Laube_dune_perestro%C3%AFka_birmane)

samedi 15 octobre 2011

**L'aube d'une «perestroïka» birmane**, par Frédéric Koller

C'est l'une des dictatures les plus ubuesques et sanguinaires qui est peut-être en train de basculer vers des réformes que bien des observateurs n'osaient plus espérer après la violente répression, il y a quatre ans, de la révolte des moines

C'est l'une des dictatures les plus ubuesques et sanguinaires qui est peut-être en train de basculer vers des réformes que bien des observateurs n'osaient plus espérer après la violente répression, il y a quatre ans, de la révolte des moines. Le pouvoir birman, en quelques jours, vient d'annoncer plusieurs gestes d'ouverture qui rappellent les débuts de la «perestroïka» soviétique. En début de semaine, Naypyidaw (la nouvelle capitale) décrétait l'amnistie de 6300 prisonniers, dont 200 politiques, annonce aussitôt suivie d'effet. Vendredi, une nouvelle loi sur le travail autorisant la création de syndicats indépendants et le droit de grève entrainé en vigueur. Une semaine plus tôt, le nouveau président Thein Sein se prononçait pour l'arrêt de la construction controversée d'un barrage géant sur le fleuve Irrawaddy.

Aung San Suu Kyi, le Prix Nobel de la paix qui a passé quinze ans en résidence surveillée, est désormais libre de se déplacer en province et rencontre régulièrement les plus hauts dignitaires du régime. L'un de ses proches est même devenu un conseiller de Thein Sein, un ancien général retourné au civil. Qu'est-ce que cela signifie? Habités aux espoirs douchés, les Birmans se sont d'abord montrés sceptiques lorsque la junte a procédé à des élections «démocratiques» l'automne dernier. Le parlement «civil» issu de ce scrutin, après auto-dissolution de la junte, reste presque entièrement contrôlé par l'ancien parti unique du généralissime Than Shwe. Alors? «Je pense que nous avons atteint un point où se présente une chance de changement. Mais je ne veux pas dire qu'il y en ait eu un», expliquait dans un mélange d'espoir et de prudence Aung San Suu Kyi il y a peu.

Bien sûr, ces premiers pas ont leurs limites. Des milliers de prisonniers politiques demeurent enfermés, dont de nombreux manifestants de 1988. Le vote de nouveaux textes de loi ne veut pas encore dire qu'ils seront appliqués. Une manifestation a récemment été interdite et un journaliste vient d'être condamné à 10 ans de prison supplémentaires. Mais il y a des signes qui ne trompent pas: sans rompre avec la Chine, son puissant parrain, le pouvoir birman veut s'extraire de son ombre en renforçant sa coopération avec l'Inde et en cherchant la levée des sanctions occidentales. Thein Sein ne doit plus être considéré comme une simple marionnette de la vieille garde militaire. Il a des alliés puissants pour agir. Sera-t-il le Gorbatchev birman? Il est trop tôt pour le dire. Mais l'espoir est désormais permis.